

**ARRÊTÉ MUNICIPAL N° 15353 PORTANT
INTERDICTION DE STATIONNER AVENUE DU
GENERAL DE GAULLE AU DROIT DU N°116
DU 27 NOVEMBRE 2024 AU 29 NOVEMBRE 2024**

Le Maire de Maisons-Alfort,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2212-1, L2213-1 à L2213-5 et L2521-2,

Vu le Code de la Route et notamment les articles L325-1 et R417-10,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I) dans sa version consolidée et actualisée,

Vu la demande en date du 19 novembre 2024 par laquelle la société **SATELEC – 4 allée des Bleuets – 94380 BONNEUIL SUR MARNE**, sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public communal pour le stationnement d'un chariot élévateur, du 27 novembre 2024 au 29 novembre 2024,

Considérant la nécessité d'interdire le stationnement avenue du Général de Gaulle dans le cadre du stationnement d'un chariot élévateur du 27 novembre 2024 au 29 novembre 2024.

A R R E T E :

Article 1 –

Du 27 novembre 2024 au 29 novembre 2024, le stationnement sera interdit avenue du Général de Gaulle au droit du n°116 sur les places de stationnement en épi au droit de l'arrêt bus « Mairie de Maisons-Alfort » sauf aux véhicules de secours pour le motif suivant : stationnement d'un chariot élévateur.

Article 2 –

Le présent arrêté sera affiché 48h avant le début de l'intervention par **les services techniques de Maisons-Alfort** aux extrémités de cette section et pendant toute la durée de celle-ci. Il ne pourra être affiché sur le mobilier urbain (candélabres, potelets, bancs, poubelles, plaques de rues, bornes, etc.).

Article 3 –

La signalisation réglementaire matérialisant les dispositions du présent arrêté sera mise en place par **les services techniques de Maisons-Alfort** et sera déposée dès la fin de l'intervention.

Article 4 –

Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et les contrevenants poursuivis conformément aux textes réglementaires en vigueur et par les autorités compétentes. Le non-respect de cette interdiction de stationnement est assimilé à un stationnement gênant au sens de l'article R 417-10 du Code de la Route. Les véhicules laissés en stationnement seront mis en fourrière dans les conditions prévues aux articles L 325-1.

Article 5 –

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de 2 mois à compter de sa date de publication. Il est également possible de saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les 2 mois qui suivent la réponse. L'absence de réponse au terme de 2 mois vaut rejet implicite.

Article 6 –

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

Monsieur le Directeur Général des Services Municipaux,
Madame la Directrice Générale des Services Techniques,
Monsieur le Commissaire de Police Nationale,
Monsieur le Commandant de Gendarmerie Nationale,
Monsieur le Responsable de la Police Municipale,

qui sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Maisons-Alfort, le 19 novembre 2024.



**Pour le Maire de Maisons-Alfort,
Conseillère Départementale du Val-de-Marne,
Marie France PARRAIN,
Et par délégation,**

Signé électroniquement par : Olivier SOLER
Date de signature : 20/11/2024
Qualité : Direction Générale des Services

MIS EN LIGNE LE 21/11/2024